



## NOTE D'ANALYSE

# L'Allemagne au défi du triangle stratégique

*Vulnérabilités, potentiel négligé et le risque politique d'une décennie de déclasserement*

Document de travail  
Juillet 2026

## Synthèse

L'Allemagne traverse une « deuxième *Zeitenwende* ». Le modèle qui a fait sa prospérité depuis la réunification — protection militaire américaine, énergie russe bon marché, intégration au marché chinois — s'est défait en moins d'une décennie sous l'effet conjugué du retour de Donald Trump, de la guerre russe contre l'Ukraine et de l'affirmation industrielle de la Chine (cf. *Hans Stark, « L'Allemagne face au triangle États-Unis, Russie, Chine : des changements de paradigme systémiques », Études de l'Ifri, Cerfa, juin 2026. Source principale de la présente note, dont elle prolonge et discute les conclusions*). La République fédérale se découvre prise dans une triple dépendance qu'elle avait elle-même nourrie, et confrontée à trois puissances qui, chacune à sa manière, contestent l'ordre dont elle avait tiré le plus grand profit.

Cette note ne se borne pas à constater ces vulnérabilités, désormais bien documentées. Elle défend trois thèses. Premièrement, l'Allemagne conserve des atouts considérables et largement sous-estimés : une marge budgétaire devenue unique en Europe, une base industrielle et technologique intacte dans sa substance, un levier de réindustrialisation par la défense, et une capacité d'adaptation dont le retournement vis-à-vis de la Russie a fourni la preuve. Deuxièmement, le principal danger n'est pas économique mais politique : si la dégradation industrielle se prolonge, elle alimentera mécaniquement la poussée de l'AfD, dont l'ascension menace de verrouiller l'Allemagne dans une spirale de paralysie, de réorientation pro-russe et d'effacement européen. Troisièmement, cette équation engage directement la France : une Allemagne affaiblie, tentée par le repli et exposée à l'extrême droite, constitue le pire scénario pour la souveraineté européenne et pour le couple franco-allemand.

Le fil conducteur est donc le suivant : la désindustrialisation allemande n'est pas seulement un problème économique allemand, c'est le carburant d'un basculement politique aux conséquences continentales. Stabiliser l'économie allemande relève, à ce titre, de l'intérêt stratégique français.

## Sommaire

- I. Le réveil allemand : cartographie d'une triple vulnérabilité
- II. Le potentiel négligé : ce que l'Allemagne garde en main
- III. Le péril politique : l'AfD à l'horizon d'une crise prolongée
- IV. Implications pour la France et le couple franco-allemand

## Introduction

Pendant trente ans, l'Allemagne a bâti sa prospérité sur un ordre international qu'elle croyait acquis : libre-échange, multilatéralisme, stabilité géopolitique. Ce modèle reposait sur trois interdépendances tenues pour vertueuses — sécurité américaine, énergie russe, marché chinois. La décennie écoulée a converti ces trois piliers en autant de lignes de faille. La République fédérale, qui se pensait comme une puissance commerciale et civile dans un monde post-héroïque, se réveille dans un monde redevenu hobbesien, où les États agissent selon leurs intérêts et leur survie, et où ses trois grands partenaires d'hier exercent, chacun à sa façon, une hégémonie prédatrice. La littérature récente — dont l'étude de Hans Stark pour l'Ifri offre la synthèse la plus aboutie — a solidement établi ce diagnostic. La présente note en partage les constats mais en déplace l'accent. Là où l'analyse dominante insiste, à juste titre, sur l'ampleur des vulnérabilités, elle entend mettre en regard deux éléments souvent sous-pondérés : d'une part, le potentiel de redressement dont l'Allemagne dispose encore ; d'autre part, le fait que la principale menace n'est pas le déclassement économique en lui-même, mais sa traduction politique — la montée de l'AfD que toute crise prolongée viendrait alimenter. C'est de l'articulation entre ces deux éléments — un potentiel réel, une fenêtre politique qui se referme — que dépend l'avenir allemand, et avec lui une part décisive de la souveraineté européenne.

## I. Le réveil allemand : cartographie d'une triple vulnérabilité

« *Wir sind heute in einer anderen Welt aufgewacht.* » Le constat d'Annalena Baerbock au matin du 24 février 2022 vaut aujourd'hui pour bien davantage que la Russie.

La diplomatie allemande de l'après-réunification reposait sur un pari : celui d'un monde post-national, libéral et ouvert, taillé pour une puissance qui se définissait par son commerce plutôt que par sa force. Ce pari structurait trois relations tenues pour complémentaires — le parapluie américain, le gaz russe, le marché chinois — et perçues non comme des dépendances, mais comme des gages de paix et de croissance. Or chacune de ces relations s'est retournée en facteur de vulnérabilité, au point que l'Allemagne se trouve désormais en porte-à-faux avec les trois pôles du triangle simultanément.

### États-Unis : une rupture ni consommée ni assumée

Le retour de Donald Trump a converti l'allié protecteur en source d'incertitude. Sur le plan économique, la guerre tarifaire — droits punitifs liés au différend sur le Groenland, menaces répétées sur l'automobile et l'acier, régimes douaniers érratiques — a privé les entreprises allemandes de la prévisibilité minimale dont toute décision d'investissement a besoin. Les États-Unis demeurent le deuxième partenaire commercial de l'Allemagne, avec un excédent allemand encore substantiel, mais le signal envoyé au tissu productif est sans équivoque : les investissements directs allemands outre-Atlantique ont chuté de 45 % sur les premiers mois du second mandat, et les PME se replient sur les marchés européens.

Sur le plan stratégique, l'administration Trump a rompu avec la « communauté de valeurs » qui fondait l'atlantisme allemand depuis 1949 : soutien ostensible à l'AfD pendant la campagne, qualification des institutions européennes en termes empruntés au lexique soviétique, Stratégie de sécurité nationale de novembre 2025 dépeignant une Europe « décadente ». Un retrait militaire américain complet reste improbable — Ramstein, Stuttgart et Grafenwöhr servent des intérêts américains qui dépassent de loin la défense de l'Europe — mais l'ère de la Pax Americana est révolue dans les esprits. Berlin cherche moins à sauver l'Alliance telle qu'elle l'a connue qu'à gagner du temps pour organiser une autonomie qu'elle sait inévitable. La rupture est réelle ; elle n'est ni pleinement consommée ni encore assumée.

### Russie : du partenariat à l'affrontement

C'est avec Moscou que la rupture est la plus nette. Le partenariat énergétique, né sous Helmut Schmidt et porté à son comble par les gazoducs Nord Stream, appartient au passé. Avant 2022, l'Allemagne tirait de Russie l'essentiel de son approvisionnement ; elle est aujourd'hui le premier soutien européen de l'Ukraine et une pièce maîtresse de la sécurisation du flanc oriental de l'OTAN. Le chancelier Merz a durci la ligne : levée des restrictions sur l'emploi des armes allemandes, soutien à l'industrie de défense ukrainienne, fermeté rhétorique nouvelle.

Cette conversion, nécessaire, ne doit pas masquer ce qu'elle révèle : un quart de siècle d'aveuglement, que la note de H. Stark qualifie justement de plus grande erreur de la politique étrangère allemande depuis 1945. Le « Wandel durch Handel » n'a pas changé la Russie ; il a changé l'Allemagne, qui a sacrifié sa lucidité stratégique à ses intérêts énergétiques. Surtout, la rupture demeure contestée à l'intérieur : la nostalgie de l'Ostpolitik survit dans une aile du SPD, et un bloc de fait pro-russe — AfD, BSW, Die Linke — rassemble près de 40 % de l'électorat et la majorité à l'Est. Ce point, sur lequel cette note reviendra, est la clé de voûte du risque allemand.

## **Chine : le « China Shock 2.0 », ou l'étreinte devenue toxique**

Le défi le plus profond vient de Pékin. L'interdépendance y était plus dense qu'ailleurs : marché d'exportation, matières premières critiques, chaînes de valeur entières. Elle s'est inversée. La Chine a enregistré en 2025 l'excédent commercial le plus élevé jamais atteint par un pays, et son offensive exportatrice évince les produits « Made in Germany » des secteurs clés — automobile, chimie, construction mécanique, technologies vertes — sur le marché chinois, sur les marchés tiers et jusque sur le marché allemand lui-même. Le déficit bilatéral a bondi d'environ 50 % en un an. L'Allemagne a perdu quelque 200 000 emplois industriels depuis la pandémie ; des bastions automobiles comme Wolfsburg ou Ingolstadt redoutent un destin « à la Detroit ».

Au choc commercial s'ajoutent des risques systémiques. D'une part, une dépendance critique croissante : la part chinoise s'est accrue, et non réduite, pour les batteries au lithium, les antibiotiques, le photovoltaïque, le gallium, le magnésium et les terres rares, à rebours des objectifs affichés par la stratégie chinoise de 2023. La politique de réarmement allemande dépend ainsi, matière par matière, du bon vouloir de Pékin. D'autre part, une vulnérabilité des infrastructures critiques — onduleurs photovoltaïques, éoliennes, grues portuaires à logiciel chinois — dont Berlin commence à mesurer le danger sans en avoir la cartographie complète, d'autant que ces installations relèvent souvent des Länder. La dépendance énergétique d'hier, vis-à-vis de la Russie, a une descendance technologique, vis-à-vis de la Chine — plus diffuse, plus profonde, plus difficile à défaire.

## **II. Le potentiel négligé : ce que l'Allemagne garde en main**

Le diagnostic des faiblesses est juste, mais incomplet. Une lecture qui s'arrêterait au déclassé manquerait l'essentiel : l'Allemagne dispose encore des moyens d'un redressement, à condition de les mobiliser à temps. Il serait imprudent de conclure du réveil allemand à un déclin inéluctable. La République fédérale conserve un socle d'atouts que la littérature de crise tend à sous-pondérer. Ces atouts ne corrigent pas les vulnérabilités ; ils en conditionnent l'issue. C'est précisément parce que le potentiel existe que l'échec, s'il survenait, serait un échec politique — un défaut de volonté et de stratégie — et non une fatalité économique.

### **1. Une marge budgétaire devenue unique en Europe**

La réforme du frein à la dette votée en 2025 et la création de fonds spéciaux pour la défense et les infrastructures ont libéré une capacité d'investissement public sans équivalent parmi les grandes économies européennes. Partant d'un endettement comparativement faible, l'Allemagne peut financer un effort de longue durée sans menacer sa soutenabilité. C'est un levier macroéconomique de premier ordre — à condition que la demande ainsi créée irrigue le tissu productif national et européen, et non les importations chinoises. La marge existe ; sa destination est un choix politique.

### **2. Une base industrielle et technologique intacte dans sa substance**

La désindustrialisation est réelle, mais elle frappe une base qui demeure, en volume et en savoir-faire, l'une des plus profondes au monde. Le Mittelstand, les « champions cachés », l'ingénierie de précision, la formation duale, l'intensité en brevets : ces actifs ne se sont pas évaporés. Le problème allemand n'est pas l'absence de capacité, mais sa mauvaise allocation — un capital et un talent ancrés dans des filières (le moteur thermique, l'export tous azimuts vers la Chine) que la rupture rend obsolètes. La tâche n'est pas de reconstruire un appareil productif, mais de le réorienter. C'est un défi considérable, mais d'une nature différente — et plus accessible — que celui d'une nation dépourvue d'industrie.

### **3. Le réarmement comme levier de réindustrialisation**

Les dépenses militaires allemandes doivent tripler par rapport à l'avant-2022. Cette dépense, souvent vécue comme un coût subi, peut devenir un moteur de croissance et de réancrage industriel, si la demande est captée par une base industrielle et technologique de défense européenne plutôt que déversée sur le marché américain. La consolidation de l'armement terrestre — dont KNDS offre le modèle franco-allemand — illustre la voie : transformer l'impératif de sécurité en politique industrielle. Le secteur de la défense présente l'avantage rare d'une demande publique, durable et pilotable, capable de redonner des débouchés à la mécanique, à l'électronique et aux matériaux — à condition impérative d'une sécurisation des matières premières critiques, faute de quoi le réarmement reste tributaire de Pékin.

### **4. La robustesse institutionnelle et la « puissance européenne » latente**

Face à la dérive illibérale américaine, l'Allemagne offre le contraste d'institutions solides : un État de droit éprouvé, une cour constitutionnelle indépendante, un fédéralisme résilient, une presse libre. Ce capital institutionnel est un atout de stabilité et d'attractivité que peu de partenaires conservent intact. À cela s'ajoute une « puissance européenne » latente : par son poids économique et démographique, l'Allemagne dispose des moyens d'entraîner l'Union. Le reproche, juste, que lui adresse H. Stark — n'avoir pas agi en puissance européenne sous Schröder, Merkel, Scholz ni Merz — est aussi, pris à l'endroit, la mesure d'un potentiel inemployé.

### **5. Une capacité démontrée de changement de paradigme**

Le retournement vis-à-vis de la Russie, si tardif et contesté soit-il, prouve que l'Allemagne peut défaire une politique enracinée depuis cinquante ans lorsque la réalité l'y contraint. Une nation capable d'abandonner le gaz russe en quelques mois, de tripler son budget de défense et de devenir le premier fournisseur d'armes de l'Ukraine n'est pas une nation incapable de réformer son rapport à la Chine. Le titre du dernier ouvrage de H. Stark — « le pays adulte » — désigne précisément cette capacité de maturation sous contrainte. La question n'est donc pas de savoir si l'Allemagne le peut, mais si elle le voudra à temps — c'est-à-dire avant que la crise économique ne devienne crise politique.

### **6. Un réseau de partenaires de diversification**

Enfin, l'Allemagne n'est pas seule. La réduction des dépendances chinoises ne peut s'opérer à l'échelle nationale, mais elle est crédible à l'échelle européenne et avec des partenaires de confiance — Australie, Japon, Corée du Sud — sur les matières premières critiques, les semi-conducteurs et les chaînes de valeur stratégiques. La contrainte que H. Stark formule comme une limite — « cette réorientation ne peut être assurée au niveau national » — est aussi une ressource : elle désigne la coopération européenne et le partenariat franco-allemand non comme un supplément, mais comme la condition même du redressement. C'est le point où le potentiel allemand rejoint l'intérêt français, et où cette note bascule de l'analyse vers l'action.

### III. Le péril politique : l'AfD à l'horizon d'une crise prolongée

Le véritable danger allemand n'est pas la récession ; c'est ce que la récession produit politiquement. Le « China Shock 2.0 » est, avant tout, une machine à fabriquer du ressentiment électoral.

Tant que l'Allemagne dispose des moyens d'un redressement, l'issue dépend du temps politique. Or ce temps est compté. La principale menace n'est pas que l'économie aille mal, mais qu'elle aille mal assez longtemps pour déstabiliser le système partisan — et conférer à l'AfD une capacité de blocage, puis de gouvernement. Ce risque n'est ni théorique ni lointain : il se lit déjà dans les sondages et le calendrier électoral.

#### 1. Le mécanisme : de la désindustrialisation au vote protestataire

La chaîne causale est directe. La concurrence chinoise détruit l'emploi industriel dans des territoires entiers ; la perte d'emplois et le sentiment de déclassement érodent la confiance dans les partis de gouvernement ; ce ressentiment se reporte sur le parti qui se pose en héraut des « oubliés ». Signe révélateur, la première préoccupation des Allemands — y compris des électeurs de l'AfD — n'est plus l'immigration, qui recule, mais la situation économique. L'AfD a compris que la désindustrialisation était son meilleur carburant : chaque usine qui ferme dans le Bade-Wurtemberg ou en Saxe est, pour elle, un gisement de voix. Le choc économique chinois et la montée de l'extrême droite ne sont pas deux phénomènes parallèles : le premier nourrit le second.

#### 2. Trois amplificateurs : le ressentiment, l'onction MAGA et la désinformation russe

À ce moteur économique s'ajoutent trois amplificateurs. Le premier est le soutien extérieur du mouvement MAGA : l'appui ostensible de l'administration Trump et d'Elon Musk à l'AfD pendant la campagne de 2025 ouvre la voie à une « dédramatisation à l'allemande » et fragilise le « cordon sanitaire » (Brandmauer) que tous les partis, CDU-CSU comprise, avaient dressé contre elle. Le deuxième est la désinformation russe, qui ne vise pas tant à diffuser une propagande qu'à diviser et polariser, en affaiblissant la capacité de réaction du gouvernement. Le troisième est sociologique : 3 à 4 millions de russophones, et surtout un Est où se conjuguent phobies anti-occidentales, russophilie et mémoire de l'amitié germano-soviétique. Ces trois forces convergent vers une même cible : délégitimer les partis de la « grande coalition ».

#### 3. Les marqueurs : sondages, calendrier et le verrou des Länder

Les indicateurs sont alarmants. L'AfD devance désormais la CDU-CSU d'environ cinq points dans les sondages ; la grande coalition peine à dépasser 35 % ; le bloc pro-russe (AfD, BSW, Die Linke) pèse près de 40 % à l'échelle fédérale et la majorité à l'Est. Le calendrier transforme ce risque en échéance : les élections régionales de Saxe-Anhalt, en septembre 2026, pourraient donner à l'AfD la majorité absolue des sièges, d'autant que Sahra Wagenknecht a laissé entendre que le BSW pourrait permettre l'élection d'un ministre-président d'extrême droite. Le précédent thuringien — près de 60 % des voix pour le bloc pro-russe en 2024 — montre que l'hypothèse n'a rien d'abstrait.

Ce point mérite une attention particulière, car le fédéralisme allemand en démultiplie la portée. La protection des infrastructures critiques — cyber, survols de drones, composants chinois dans les réseaux énergétiques et portuaires — relève en partie de la compétence des Länder. Un Land dirigé par l'AfD ne serait donc pas seulement un symbole : ce serait une brèche concrète dans le dispositif de sécurité allemand et européen, au bénéfice direct de Moscou et, indirectement, de Pékin. La vulnérabilité des infrastructures, identifiée plus haut comme un risque technique, devient ici un risque politico-territorial.

#### **4. La boucle de rétroaction : la « spirale infernale »**

Un point décisif, et longtemps mal vu, est que le « choc chinois » élargit la base de l'AfD au-delà de son bastion oriental. Hier, le vote d'extrême droite se nourrissait surtout, à l'Est, d'un terreau identitaire et russophile hérité de la RDA. Aujourd'hui, la désindustrialisation frappe de plein fouet l'Ouest exporté — l'automobile du Bade-Wurtemberg et de Basse-Saxe, la chimie, la mécanique — et y crée un nouveau gisement de mécontentement économique. L'AfD cesse ainsi d'être un phénomène régional pour devenir une force fédérale, capable de capter à la fois le ressentiment culturel de l'Est et l'angoisse industrielle de l'Ouest. C'est cette jonction qui rend la poussée actuelle qualitativement différente des précédentes.

Le cœur du danger réside ensuite dans un effet de boucle. L'instabilité politique alimentée par l'AfD affaiblit la coalition ; une coalition affaiblie peine à dégager les moyens et la cohérence nécessaires à la réindustrialisation et à la protection des infrastructures ; cet échec aggrave la dégradation économique ; laquelle nourrit à son tour l'AfD. C'est la conjonction des atouts non mobilisés de la section précédente et de cette dynamique politique qui doit alerter : l'Allemagne dispose des moyens d'agir, mais le temps politique pourrait les lui retirer avant qu'elle ne les emploie. Plus la mobilisation des atouts tarde, plus la fenêtre se referme.

#### **5. Ce qui est en jeu : trois ruptures possibles**

Une percée durable de l'AfD ferait peser trois menaces convergentes. D'abord, une réorientation de la politique étrangère : nostalgie du « partenariat énergétique » avec Moscou, affaiblissement du soutien à l'Ukraine, fissuration du consensus européen sur les sanctions. Ensuite, une normalisation de l'extrême droite : la chute du Brandmauer ouvrirait, comme au Parlement européen, la voie à des rapprochements au cas par cas entre droite et extrême droite. Enfin, une paralysie européenne : une Allemagne tournée vers l'intérieur, ou captée par des forces hostiles à l'intégration, priverait l'Union de son moteur au moment précis où la réponse au « choc chinois » et à la fin de la Pax Americana exige une action collective. L'enjeu allemand est, en ce sens, un enjeu de souveraineté européenne.

### **IV. Implications pour la France et le couple franco-allemand**

Pour Paris, la tentation de voir dans l'affaiblissement allemand une occasion de rééquilibrage serait une faute stratégique. Une Allemagne fragile et tentée par l'AfD est, de tous les scénarios, le plus défavorable à la France.

Le moment est paradoxal. Jamais la France et l'Allemagne n'ont eu autant besoin l'une de l'autre — pour bâtir le pilier européen de la défense après la Pax Americana, pour consolider une base industrielle de défense, pour opposer une réponse commune à la puissance exportatrice chinoise — et jamais, depuis longtemps, leurs trajectoires économiques et politiques internes n'ont autant divergué.

#### **1. Une divergence économique qui se cristallise**

Le différend sur le « derisking » en offre l'illustration la plus nette. À Bruxelles, les « faucons » — le commissaire français Stéphane Séjourné, la haute représentante Kaja Kallas, soutenus par la France, l'Italie et les Pays-Bas — plaident pour une ligne ferme face à Pékin. Berlin, par crainte de représailles sur le marché chinois et par fidélité au libre-échange, plaide la prudence. La ministre de l'Économie Katherina Reiche bloque depuis des mois les clauses « Buy European » de Séjourné. Cet éloignement croissant entre Berlin et Paris est, en soi, un facteur d'affaiblissement européen — et un terrain dont l'AfD comme la Chine tirent parti.

## **2. Le risque allemand est un risque français**

Il faut énoncer clairement ce que la diplomatie ne dit qu'à demi-mot : la désindustrialisation allemande n'est pas une bonne nouvelle pour l'industrie française. Elle l'est d'autant moins qu'elle alimente une force — l'AfD — dont l'accès au pouvoir, même partiel ou régional, compromettrait l'ensemble des objectifs français : autonomie stratégique européenne, soutien à l'Ukraine, consolidation de la base industrielle de défense, souveraineté technologique. Une Allemagne pro-russe ou paralysée ruinerait l'architecture même que la France appelle de ses vœux. La stabilité économique et politique de l'Allemagne relève donc, pour Paris, d'un intérêt stratégique de premier rang.

## **3. La défense comme terrain commun de réindustrialisation**

La voie de sortie la plus prometteuse est aussi la plus franco-allemande. Les projets capacitaires structurants — dans l'armement terrestre autour de KNDS, et au-delà — peuvent devenir le vecteur partagé d'une réindustrialisation par la défense, transformant l'effort de réarmement allemand et français en demande captée par une base européenne plutôt qu'américaine. Encore faut-il dépasser les rivalités de leadership industriel et arrimer ces programmes à une politique commune de sécurisation des matières premières critiques, sans laquelle toute autonomie de défense reste, comme le souligne H. Stark, suspendue au bon vouloir de Pékin.

## **4. Donner à Berlin une couverture politique européenne**

Plutôt que de stigmatiser la prudence allemande, Paris a intérêt à bâtir un cadre européen de « derisking » qui offre à Berlin la couverture politique dont elle a besoin pour se détacher de la Chine sans s'exposer seule aux représailles. Un instrument de diversification européen, des droits protecteurs ciblés et réversibles, une mutualisation des achats de matières critiques : autant de dispositifs qui déplacent le coût politique du niveau national vers le niveau européen, et rendent l'action allemande plus probable. Aider l'Allemagne à réduire ses dépendances, c'est aussi assainir le terrain sur lequel prospère l'AfD.

## **Conclusion**

L'Allemagne entre dans une nouvelle phase de son histoire, confrontée à la tâche de redéfinir simultanément ses relations avec Washington, Moscou et Pékin. Le diagnostic des vulnérabilités est juste et sévère. Mais la conclusion qu'en tire la présente note diffère d'un simple constat de déclin : l'Allemagne garde en main les moyens d'un redressement — marge budgétaire, base industrielle, levier de défense, institutions solides, capacité démontrée de changement — et la véritable inconnue n'est pas économique, mais politique. Car le danger central est celui d'une crise économique qui, en se prolongeant, deviendrait crise de régime : la poussée de l'AfD, nourrie par la désindustrialisation, amplifiée par le soutien MAGA et la désinformation russe, portée par un calendrier électoral immédiat — à commencer par la Saxe-Anhalt à l'automne 2026. Le risque n'est pas que l'Allemagne soit incapable d'agir, mais qu'elle perde, faute d'avoir agi à temps, la cohésion politique nécessaire pour le faire. La fenêtre est ouverte ; elle n'est pas garantie de le rester.

Pour la France et l'IERAS, l'enseignement est double. Sur le fond, la stabilité économique et démocratique de l'Allemagne doit être traitée comme un intérêt stratégique français, et non comme une faiblesse à exploiter. Sur la méthode, c'est par la défense et par un cadre européen de réduction des dépendances que le couple franco-allemand peut convertir une menace partagée en projet commun. La souveraineté européenne se jouera, pour une large part, sur la capacité de l'Allemagne à mobiliser son potentiel avant que sa crise économique ne se mue en basculement politique.